

# Rapport d'activité

## 2017



## Mot de l'équipe

Parce que la Fondation IDEA asbl se (re)veut et se (re)vit « différente » - jamais dans la tendance mais en espérant être toujours dans la bonne direction - nous avons décidé, comme l'an dernier, de publier un « rapport annuel » en respectant, de nouveau, la contrainte des 30 pages.

Ce rapport est là pour vous « rappeler » (si vous êtes un lecteur régulier d'IDEA) ou vous donner à voir (si vous êtes un lecteur occasionnel) les sujets qui nous ont occupés et les débats qui nous ont agités en 2017. Il témoigne également de notre volonté de jouer un rôle d'animateur du débat socioéconomique autant que de le nourrir de nos propositions concrètes.

2017 aura été une année florissante à bien des égards pour les collaborateurs d'IDEA qui ont émis des idées, se sont parfois trompés, ont changé d'avis et donc ont grandi toujours grâce à notre Conseil d'Administration, à notre Conseil scientifique ; au contact de nos lecteurs, de nos invités, de la presse et des experts nationaux et internationaux rencontrés, que nous remercions tous de s'être prêtés au(x) débat(s).

En 2018, à l'aube d'une importante échéance électorale pour le Luxembourg, nous nous efforcerons de faire encore mieux, pour vous et grâce à vous.

L'équipe de la Fondation IDEA a.s.b.l.



*« Ce n'est pas la première fois  
que ce groupe d'économistes,  
proche pourtant de la Chambre  
de commerce, fait preuve  
d'indépendance d'esprit. »*

Woxx, le 30.11.2017



# Sommaire

Mot de l'équipe .....	2
Sommaire.....	4
À propos d'IDEA.....	5
Gouvernance.....	6
Quelques faits marquants en 2017.....	7
Evolution d'IDEA.....	8
Les événements IDEA en 2017.....	9
Des rencontres en 2017.....	13
Les principales publications d'IDEA en 2017.....	14
Les relations d'IDEA avec la presse en 2017.....	19



# À propos d'IDEA

---

*IDEA EST UN THINK TANK LUXEMBOURGEOIS SPECIALISE  
DANS LES QUESTIONS SOCIO-ECONOMIQUES NATIONALES  
ET EUROPEENNES*

---

Constituée sous forme d'association sans but lucratif, la Fondation IDEA asbl est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce en 2014 pour mener des réflexions en faveur du développement durable du Luxembourg et de l'intérêt économique général du pays.

IDEA souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité du débat public, d'une part, en l'alimentant par des analyses socio-économiques et, d'autre part, en proposant des pistes novatrices pour relever les grands défis d'avenir.

IDEA invite le public à discuter contradictoirement les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organise à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques sur des sujets très divers revêtant une grande importance pour l'avenir socio-économique du Grand-Duché de Luxembourg.

# Gouvernance



## L'équipe opérationnelle

De gauche à droite :  
**Vincent Hein**, économiste  
**Marc Wagener**, directeur  
**Sarah Mellouet**, économiste  
**Muriel Bouchet**, économiste senior  
**Michel-Edouard Ruben**, économiste.  
**Thomas Valici** nous a rejoints en novembre 2017.  
**Rachida Hennani** a fait partie de l'équipe jusqu'en juillet 2017.

## Le conseil d'administration



**Isabelle  
Lentz**



**Pierre  
Ahlborn**



**Carlo  
Thelen**



**Tom  
Wirion**



**Erna Hennicot-  
Schoepges**



**Marc  
Wagener**



**Michel  
Wurth**

## Le conseil scientifique



**Martina  
Larkin**



**Rolf  
Tarrach**



**Marc  
Hostert**



**Wladimir  
Raymond**



**Carlo  
Thelen**



**Michèle  
Finck**



**Stéphanie  
Schmitz**



**Marc  
Wagener**

# Quelques faits marquants en 2017



IDEA a eu l'honneur de recevoir le **Professeur Michel Aglietta** autour d'un « nouveau pacte pour la croissance européenne ».

## 650

En 2017 nous avons dépassé la barre des 600 abonnés à notre newsletter (soit toujours plus d'1 résident sur 1.000)

## + de 100

C'est le nombre de personnes présentes à la Banque de Luxembourg le 13 juin pour la conférence anniversaire organisée par IDEA : « La crise a 10 ans, qu'avons-nous appris pour la prochaine ? ».

Une rencontre avec **Joëlle Elvinger**, rapportrice du budget 2018



### Le Débat d'IDEA

Le 8 novembre à 9h00  
Avec  
Franz Fayot & Jean-Jacques Rommes



Premier « Débat d'IDEA » !

De **multiples échanges** au sujet de la R&D au fil de l'année



# Evolution d'IDEA

Retour en quelques chiffres sur l'activité d'IDEA en 2017

	2014	2015	2016	2017
<b>Couvertures presse</b>	9	35	79	130
<b>Abonnés à la Newsletter</b>	209	351	569 (+62%)	650 (+13%)
<b>Visiteurs uniques</b>	10.408	32.145	39.024 (+21%)	62.955 (+61%)
<b>Evénements</b>	2	4	5	18
<b>Publications (Avis annuel, Document de travail, Idées du mois)</b>	6	7	11	8
<b>Blogs</b>	19	37	45	38
<b>Billets invités</b>	3	4	16	16
<b>Tableau de bord</b>	2	6	4	5
<b>Likes</b> 	/	239	392 (+64%)	513 (+31%)
<b>Followers</b> 	/	196	411 (+110%)	640 (+56%)
<b>Contacts</b> 	/	/	/	508

# Les événements IDEA en 2017

Matinales, rencontres, workshops et conférences : IDEA s'est très régulièrement prêtée à l'exercice du débat contradictoire (et constructif) en 2017. Discussions et critiques autour de nos analyses, ces échanges, toujours très riches, sont au cœur du modèle de notre think tank.

## Matinales

« Logement au Luxembourg : un nouveau pavé dans la mare ? », avec François Peltier (STATEC), le 18 janvier

Economistes, banquiers, politiques, fonctionnaires, journalistes et surtout citoyens propriétaires ou locataires, jeunes ou moins jeunes, résidents ou frontaliers, ont écouté les analyses et pistes de réflexion d'IDEA. A cette occasion, nous avons invité François Peltier, responsable «Population et logement» au STATEC, à apporter un point de vue d'expert sur les besoins en logement à l'aune des évolutions démographiques passées et à venir. Puis, les participants ont posé des questions relatives à l'impact possible de projets immobiliers luxueux sur les prix, à la réticence des propriétaires comme limite à une meilleure occupation des logements sous occupés, à l'implication des pouvoirs publics communaux, à une demande potentielle insatisfaite du fait des prix prohibitifs. La conclusion s'est voulue innovante et optimiste avec l'intervention du coordinateur de l'association Cohabit'AGE qui promeut l'habitat intergénérationnel.



Euromatinale « Un nouveau pacte européen pour la croissance », avec Michel Aglietta, le 4 avril

Le Professeur est revenu successivement sur la mutation du capitalisme que subit l'Europe, provoquée par l'épuisement du régime de croissance sous le coup de la globalisation financière, ainsi que sur l'incomplétude de la zone euro qui s'est révélée incapable d'absorber le choc de la crise financière systémique et qui l'a amplifié. Il a conclu par un projet pour l'Europe de demain poursuivant deux objectifs : le redressement de la croissance potentielle de toute l'Europe et le renforcement de la convergence des pays membres de la zone euro pour améliorer la stabilisation macroéconomique. Sa proposition consiste en une double réforme sans sortir des traités existants : d'une part le renforcement et l'extension du plan Juncker par un budget européen produisant une valeur ajoutée européenne en investissant en dernier ressort, d'autre part la réforme du Semestre Européen pour des politiques coopératives de stabilisation.



Euromatinale « L'avenir du budget européen : un débat explosif ? », avec la Représentation de la Commission, le 17 novembre

Dans le cadre de la réflexion sur l'avenir du budget européen la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg et la Fondation IDEA asbl ont fait intervenir Oliver Dreute, Conseiller spécialisé dans le Cadre Financier Pluriannuel au sein du think tank de

la Commission et Muriel Bouchet, Senior Economiste d'IDEA. M. Dreute a évoqué une Europe en prise avec des « multi-crisis » et avec une transformation en profondeur de l'économie et de la société. Il a ensuite décrit le cadre financier pluriannuel du budget de l'UE et mis en lumière la faiblesse relative de ce dernier. Il a par ailleurs insisté sur sa dimension politique, soulignant la notion de « valeur ajoutée européenne », et plaidé pour un budget européen à la hauteur des défis intérieurs et mondiaux. M. Bouchet a, quant à lui, mis en avant une nouvelle gouvernance budgétaire potentielle à l'échelle européenne, inspirée de Michel Aglietta, consistant notamment à fixer des soldes budgétaires agrégés au niveau européen en fonction de la conjoncture européenne globale. Enfin, il a souligné la nécessité de renforcer la dimension « stabilisation macroéconomique » du budget européen.

premières institutions publiques de R&D. Il a évoqué les étapes à franchir dans la décennie qui s'ouvre : fixer quelques priorités de recherche pour lesquelles viser l'excellence, définir une stratégie de spécialisation cohérente avec les activités économiques présentes au Luxembourg, assurer l'interdisciplinarité et une approche stratégique commune, communiquer sur les success stories de la recherche luxembourgeoise, réfléchir à une incitation fiscale aux dépenses de R&D pour les entreprises, sensibiliser les jeunes chercheurs à l'entrepreneuriat et assurer l'insertion des postdoctorants sur le marché du travail national... Plusieurs acteurs du monde de la recherche et de l'innovation ont pris part au débat lors de cette matinale.



« Renforcer la R&D luxembourgeoise : un défi ambitieux pour une petite économie ouverte? », avec Yves Elsen (Hitec), le 7 décembre

La présentation de l'Idée du mois par Vincent Hein a tout d'abord été l'occasion de dresser un état des lieux de la situation du Luxembourg et des politiques visant à renforcer la Recherche-Développement et l'Innovation, mais aussi de démonter certains constats parfois employés de manière caricaturale dans le débat public. Yves Elsen a ensuite exposé sa vision des enjeux auxquels la recherche luxembourgeoise fait face, près de trente ans après la naissance des

## Conférences

Séminaire économique du STATEC : « Performance économique et marchés boursiers: le cas du Luxembourg », par Rachida Hennani, le 14 février

Le document de travail présenté au STATEC vise à contribuer au débat sur l'existence ou non d'un lien entre performance économique et marchés boursiers. En guise d'ouverture, il a été question de méthodologies différentes pour évaluer les influences des marchés boursiers sur les mesures de performance économiques. La présentation a donné lieu à des discussions autour de l'influence de l'indice luxembourgeois sur les performances économiques et notamment sur l'impact des titres composant cet indice sur le PIB.

« The non-competitiveness of the European Union : facts, causes and solutions », par l'Association des entrepreneurs portugais, le 16 février

Muriel Bouchet a présenté une étude d'IDEA mettant en exergue les performances économiques comparées de la zone euro et des Etats-Unis. Si les résultats généralement plus favorables des Etats-Unis paraissent robustes sur une période d'environ 35 ans, ils ne peuvent s'expliquer que marginalement par divers arguments « à charge » régulièrement avancés (investissements, déficits sans larmes, énergie, politique monétaire, gestion du dollar, austérité). Ce constat souligne la nécessité, pour les autorités tant nationales qu'européennes, de mettre en œuvre une politique économique cohérente et plus volontariste, évitant tout «biais déflationniste» au sein de la zone euro et s'appuyant sur 10 pistes de nature à permettre à la zone de sortir de sa relative léthargie (immigration, mobilité interne des citoyens, ciblage des dépenses publiques, marché du travail, financement des entreprises, innovation, esprit d'entreprise, marché des produits, énergie, gouvernance économique).



« Disons le Jeudi : La numérisation de la société », par Le Jeudi avec Mady Delvaux, Paul Lesch, Michel-Edouard Ruben et Thibaud Latour, le 11 mai

La quatrième révolution industrielle est en marche. Si on en définit les contours, on hésite toujours sur les implications qu'elle pourrait avoir si ce n'est que notre vie quotidienne sera bouleversée. Pour déterminer les avantages mais aussi les dangers de la numérisation de la

société, un économiste, un scientifique, un historien et la députée européenne Mady Delvaux, celle qui a inspiré la «taxe robot» au candidat socialiste à l'élection présidentielle française se sont prêtés au débat.



De gauche à droite, Paul Lesch, directeur du Centre national de Fraudiovisuel (CNA), Michel Edouard Ruben, de la Fondation Idea, Mady Delvaux, députée européenne et Thibaud Latour, du Luxembourg Institut of Science and Technology (LIST)

« La crise a 10 ans: qu'avons-nous appris pour la prochaine ? », avec Agnès Bénassy-Quéré (Conseil d'Analyse Economique), Natacha Valla (Banque Européenne d'Investissement), Alex Bodry (LSAP) et Claude Wiseler (CSV), le 13 juin

Pour Agnès Bénassy-Quéré, keynote speaker de la conférence, des leçons ont été tirées de la crise : l'importance de la régulation, du contrôle prudentiel des banques et des politiques macroéconomiques mais aussi les incohérences du Traité européen. Des progrès importants ont été accomplis depuis la crise. Ainsi l'union bancaire a été amorcée mais gagnera à être complétée afin de réduire et partager le risque. Cependant, la coordination des politiques économiques demeure, pour l'heure, un vœu pieux. Pour parfaire la zone euro, l'idée d'une « union pour l'emploi » a été développée. Après cette présentation, les panelistes ont partagé leurs analyses économiques autant que politiques de cette crise et des multiples réponses qui y ont été données ou devraient l'être (pour contrecarrer la prochaine ?).



« Le télétravail : de la fiction à la télé réalité », par l'IGR et la Chambre de Commerce, le 1<sup>er</sup> juin

Sarah Mellouet et Michel-Edouard Ruben (IDEA) ont ouvert cette conférence par une « caméra café » déconstruisant certaines idées reçues sur les avantages (temps de transport, stress, sommeil, pollution, équilibre vie privée/professionnelle...) et les inconvénients (inégalités, isolement, excès de zèle, effet rebond...) du télétravail.



« Le Débat d'IDEA » entre Franz Fayot et Jean-Jacques Rommes, le 8 novembre

Au gré des interrogations du modérateur, Michel-Edouard Ruben, Franz Fayot, député LSAP et Jean-Jacques Rommes, Administrateur-délégué de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) ont débattu de l'avenir du travail plus que de sa fin, de la stagnation des gains de productivité, du rôle et du financement de l'Etat, de la Troisième révolution industrielle, de la protection sociale de demain etc., nous invitant à garder la tête froide face à des « changements anxiogènes ».



Conférence « Competitive Europe and the transformation of the welfare state », organisée par l'Université, le 24 novembre

Réunissant une trentaine d'acteurs issus de toute l'Union européenne et spécialisés dans des champs disciplinaires multiples, l'événement se proposait d'éclairer la compréhension du concept de compétitivité, de son essence et de ses dynamiques, afin de mieux saisir son impact philosophique, politique, économique ou juridique sur les sociétés contemporaines et sur leur capacité à se renouveler. Michel-Edouard Ruben (IDEA) a apporté ses clés de lecture lors de la table ronde consacrée aux « limites multiples de la compétitivité », sous la présidence de Susanna Cafaro, professeure associée à l'Université de Salento), avec John Bunzl, entrepreneur, auteur, fondateur de la campagne Simultaneous Policy et Sebastiano Sabato, politiste à l'Observatoire social européen.

Conférence «Capitalizing on underutilized assets from crowd-based sources: A new growth paradigm? », organisée par le réseau Enterprise European Network, le 6 décembre

Durant cette matinée thématique consacrée à l'économie du partage, Sarah Mellouet (IDEA) a apporté un éclairage sur les raisons de son développement relativement discret au Luxembourg (absence de masse critique, niveau de vie élevé, goût prononcé pour la propriété, interconnaissance forte entre les habitants et limites réglementaires). Pour autant, les pratiques nouvelles sont devenues une source d'inspiration pour les acteurs traditionnels qui repensent leurs modèles, tendant pour certains vers une économie de la fonctionnalité plutôt que de la possession, dans l'esprit de la TIR menée par le Luxembourg.



## Des rencontres en 2017

### Rencontre au Luxembourg Center for Systems Biomedicine (LCSB), le 11 mai

L'équipe opérationnelle, le conseil d'administration et le conseil scientifique de la Fondation IDEA asbl se sont réunis au LCSB pour débattre des enjeux autour de la recherche, développement et innovation pour le Luxembourg avec le Professeur Rudi Balling, directeur du LCSB, Aline Muller, directrice du LISER, Larissa Best, directrice du think tank *Equilibre.lu* et Christel Chatelain, Conseillère à la Chambre de Commerce.



### Hearing sur la R&D, avec Stéphanie Berghmans (Elsevier, éditeur mondial de littérature scientifique), le 26 juillet

Afin de nourrir ses travaux consacrés à la recherche, IDEA a reçu Stéphanie Berghmans, pour un workshop réunissant, entre autres, l'Université, le FNR, la Chambre de Commerce et la FEDIL. Il a ainsi abordé les spécialisations de la recherche et la mesure de sa « qualité » ainsi que les performances des publications luxembourgeoises. Puis, il a montré que le niveau de collaboration internationale était très bon mais que la participation à des programmes européens demeurait faible. Des échanges constructifs s'en sont suivis autour de la mesure de l'output/outcome de la recherche, des « exemples » de pays les plus performants et d'une stratégie d'ensemble imposant des choix, de l'interdisciplinarité et de l'autonomie.



### Workshop « Sharing Economy » organisé par le Ministère de l'économie, le 29 septembre

La stratégie Troisième Révolution Industrielle valorisant le concept d'« économie du partage », il est crucial de comprendre ce terme et les enjeux qu'il recoupe. Aussi, Dr. Michèle Finck (Max Planck Institute), Sarah Mellouet (IDEA) et Patrick Wiltgen (Ministère de l'Économie) ont tenté de cadrer le phénomène, d'en identifier les opportunités et les risques, de penser ses applications dans le contexte luxembourgeois (mobilité, hébergement, finance) et de définir le rôle des différents acteurs (entreprises, Etat, « consomm'acteurs ») devant un auditoire bigarré (Ministères, Chambres professionnelles, partenaires sociaux, Fédérations, associations de consommateurs, entreprises, STATEC...). Après ces présentations, les participants ont répondu à un questionnaire, centré sur leur perception des pratiques et la problématique de la régulation, dont les réponses ont été commentées en direct par les panelistes.

### Rencontre avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 17 octobre

Suite à la publication de l'Idée du mois n°18, son auteur, Vincent Hein, et le directeur, Marc Wagener, ont été reçus par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour un échange de vues sur les enjeux pour la recherche luxembourgeoise.

# Les principales publications d'IDEA en 2017

Par ses contributions écrites (Avis annuel, Idées du mois, Documents de travail, Tableaux de bord, Blogs), IDEA souhaite contribuer au débat socio-économique avec des analyses de qualité qui mettent en avant des pistes d'action audacieuses.

## Avis annuel

« Monde du partage ou partage du monde », avril 2017

Avec son quatrième avis annuel sur la situation et les perspectives socio-économiques du Luxembourg, IDEA continue de contribuer à la « destruction créatrice » d'idées reçues. Cette publication offre une analyse originale de la situation conjoncturelle nationale et internationale, et explore les chantiers que le Luxembourg devra consolider. Pour 2017, l'éclairage thématique proposé était celui de l'économie du partage au Luxembourg.




---

*« Dans un contexte où le pays est sensible aux vents contraires et où il fait face à une croissance économique, de l'emploi et démographique « hors norme » en comparaison à ses voisins, les réflexions prospectives se multiplient au Luxembourg. Elles doivent désormais déboucher sur des projets concrets. »*

---

## Idées du mois

IDM n°18 : « Recherche, Développement et Innovation : le Luxembourg au « milieu du gué », septembre 2017

Cette publication est consacrée à la thématique recherche-développement et innovation au Luxembourg. Elle fournit un état des lieux en la matière, qui concerne les entreprises et les acteurs publics. Les trois principaux enseignements sont les suivants: (i) Le Luxembourg est en « retard » pour l'intensité des dépenses de R&D dans le PIB, mais il affiche de bonnes performances en matière d'innovation ; (ii) La « faiblesse » souvent mentionnée des dépenses de R&D des entreprises gagne à être analysée à travers la structure économique du pays. Elle n'est, dans une large mesure, que le reflet de l'importance des services, financiers notamment (peu intensifs en R&D) et de la proportion réduite de l'industrie dans la valeur ajoutée (situation inverse); (iii) La recherche publique a opéré un rattrapage « fulgurant », qui reste cependant à consolider.

IDM n°19 : « Pensons Pensions », novembre 2017

Cette publication porte sur les pensions du régime général. Comme il n'est pas aisé de trancher « objectivement » entre ceux qui déclarent que tout va bien et ceux qui soutiennent qu'il y a péril en la demeure, les engagements financiers du régimes sont appréhendés en répondant à une question simple : sur la base des règles existantes, combien rapporte un euro de cotisations ? Quelques cas-types sont abordés (différents niveaux de revenu, pensions de réversion, pensions futures, etc.), conformément à une approche «micro» et non «macro». Les taux de rendement calculés se situent généralement entre 6 et 7,5% et ils ne déclinent que graduellement avec le niveau des revenus. Par ailleurs, les cotisations versées sont



le plus souvent déjà «remboursées» par le régime de pension après 5,5 à 7 ans de retraite.

### Documents de travail

**Document de travail n°4 : « Performance économique et marchés boursiers : le cas du Luxembourg », par Rachida Hennani, février 2017**

L'objectif de cette publication est de contribuer au débat sur l'existence ou non d'un lien entre performance économique et marchés boursiers. Il montre les fortes liaisons qui existent entre les indices boursiers Eurostoxx 50 et Luxx avec les mesures de performance économiques données par le PIB et la valeur ajoutée du secteur financier ; les co-mouvements significatifs entre ces mesures de performance et les indices boursiers sont confirmés par un indice de concordance, qui permet de mesurer la correspondance des cycles d'évolution ; une relation de cause à effet des indices boursiers vers les mesures de performance économique (identifiée par un test de Granger (1969)) ; un lien significatif entre marchés boursiers et performance économique (mis en évidence par une spécification Vectorielle Autorégressive) : à titre d'exemple, une baisse de 10% de l'indice Eurostoxx entraînerait une baisse de 0,3 point de pourcentage du PIB et de 0,6 point de pourcentage de la valeur ajoutée du secteur financier. De la même manière, une baisse de 10% de l'indice luxembourgeois LuxX entraînerait une baisse de 0,4 point de pourcentage du PIB et de 0,9 point de pourcentage de la valeur ajoutée du secteur financier. Au jeu du je t'aime, un peu, passionnément, à la folie, il semblerait que l'indice luxembourgeois soit le Valentin du jour !

**Document de travail n°5 : « « Fin du travail (?), robotariat (?), Ubérisation(?), et (possible) modèle social du futur ! », par Michel-Edouard Ruben, février 2017**

Le parti-pris de cette publication est de rappeler que sur la question du futur du travail, la recherche économique n'a pas d'avis définitif et dit « également » que l'automatisation va davantage « remplacer/transformer » les emplois que les « remplacer », que si des tâches seront probablement automatisées, cela ne veut pas dire que des « masses » d'emplois le seront, que globalement le risque de « chômage technologique massif » peut être écarté, que le recours aux plateformes collaboratives est (aussi) une opportunité unique de combattre le travail non-déclaré, et que les études qui concluent qu'entre 30 et 50% des emplois risquent d'être supprimés vont un peu vite en besogne...

---

*« Un résident du Luxembourg d'aujourd'hui qui voyagerait dans le temps et se retrouverait dans le Kirchberg du milieu des années 1980 serait surpris de découvrir que le Kirchberg était encore à cette époque partiellement « champêtre ». »*

---

**Document de travail n°6 : « Projections de population à l'horizon 2060 : et les frontaliers ? », par Rachida Hennani, mai 2017**

En dépit de la part conséquente que représentent les frontaliers dans l'économie luxembourgeoise, l'étude stratégique « Troisième Révolution Industrielle » n'aborde pas les impacts sur l'économie, les finances publiques et l'environnement d'une modification de la structure de l'emploi au niveau des travailleurs frontaliers. Or, ces impacts ne sauraient être évalués sans tenir compte de l'évolution de la part des frontaliers dans l'emploi luxembourgeois qui pourrait modifier de manière conséquente la répartition et l'utilisation des richesses produites. En se livrant à un périlleux exercice de projections, par définition non prédictives, cette publication apporte donc un regard scientifique inédit auquel les décideurs publics ne devraient pas se soustraire.

Document de travail n°7 : « Start-up nation : vers un young business act ! », par Michel-Edouard Ruben, juillet 2017

Puisqu'une définition stricte et arrêtée du concept de « start-up » n'existe pas, une start-up peut (trivialement) être considérée comme étant une jeune entreprise innovante. La proportion d'entreprises innovantes étant au Luxembourg - où la création d'entreprises est globalement bien orientée - de 66%, toute nouvelle entreprise est potentiellement une start-up. De récents travaux de l'OCDE ont montré que pour renouveler les tissus productifs, le critère de l'âge l'emporterait sur le critère de la taille : « not small, but new is beautiful ». Par conséquent, davantage que le small business act (régulièrement évoqué en Europe), il faudrait penser à mettre en place un « young business act ». Le Luxembourg dispose d'un écosystème fourni d'institutions et de régimes d'aides à la création d'entreprises, qui sont autant d'atouts sur lesquels appuyer un young business act, mais qui pourrait être amélioré via 3 domaines interdépendants: la multiplication des business-angels et la mise en place de chèques innovation ; une fiscalité préférentielle pour les jeunes entreprises et l'esprit d'entreprise ou le risque entrepreneurial « hedgé » et « socialement responsable ».

---

*« Contrairement à une idée largement répandue, ce ne sont pas les PME qui alimentent le processus de destruction créatrice nécessaire pour renouveler les tissus productifs, mais un nombre limité de jeunes entreprises de croissance. »*

---

Document de travail n°8 : «Bénéfices économiques potentiels de la Troisième Révolution Industrielle : opportunités et limites», par Rachida Hennani, juillet 2017

Cette publication est centrée sur la partie « Exploring the potential economic benefits of the Third Industrial Revolution innovation scenarios » de l'étude TIR, afin de souligner les nombreuses opportunités que le Grand-Duché gagnerait à l'intégrer dans sa stratégie économique mais aussi pour clarifier certains aspects macroéconomiques de cette étude. Plus précisément, ce chapitre de l'étude TIR est une évaluation macroéconomique des bénéfices potentiels induits par le scénario TIR qui définit un cadre d'évaluation permettant de comparer deux scénarios (*business-as-usual* versus *innovation TIR*) sur la base d'un modèle visant à quantifier les bénéfices économiques. Les retombées économiques prospectives de l'efficacité énergétique et des ressources énergétiques renouvelables et les investissements nécessaires pour mettre en œuvre ces améliorations sont mesurées. Diverses questions soulevées dans l'introduction du chapitre sont partiellement abordées comme celles de la décroissance future de la formation brute de capital fixe qui serait contrecarrée par les investissements importants envisagés dans le scénario TIR. Mais le financement initial de ces investissements reste un élément à préciser...

---

*« Une analyse plus fine entre les impacts des stratégies mises en œuvre et des apports additionnels de la TIR est la bienvenue car il semble hasardeux d'attribuer d'office au scénario TIR l'ensemble des effets positifs susceptibles de se produire. »*

---

## Les 3 blogs les plus lus en 2017

Économie décarbonée au Luxembourg : les petits ruisseaux feront-ils les grandes rivières? par Vincent Hein, février 2017

“Wat fir e qualitative Wuesstem fir eist Land?”. La question posée à l’automne dernier par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, François Bausch, nous invite ouvertement à un débat sur la nature de la croissance luxembourgeoise... mais aussi à quelques considérations quantitatives. Parmi les nombreux aspects qui doivent être traités dans cette réflexion de fond, la question de la « décarbonisation de l’économie » apparaît non seulement comme une tendance lourde à intégrer mais aussi comme un cadre dans lequel le pays est déjà engagé avec ses partenaires européens. Pour ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre hors ETS, un objectif de -40% à l’horizon 2030 (par rapport au niveau de 2005) a été fixé pour le Luxembourg en juillet 2016 soit l’un des efforts les plus significatifs demandés par la Commission. Si, dans l’absolu, l’effort paraît irréalisable, un regard sur les évolutions récentes suggère au contraire qu’il ne faut pas injurier l’avenir... Mais si le pays ne veut pas renoncer à ses ambitions, il sera sans doute inévitable de mettre sur la table l’ensemble des mesures dessinant une stratégie de transition énergétique pour la prochaine décennie.

Compensations fiscales : pour ou contre ? par Rachida Hennani (pour) et Vincent Hein (contre), janvier 2017

Rachida Hennani et Vincent Hein se sont prêtés à l’exercice du débat contradictoire sur le sujet complexe des compensations fiscales. Ce mécanisme, inspiré par ce qui existe déjà avec la Belgique, serait selon d’aucun justifié par le fait que l’essor du travail frontalier (salariés pour lesquels les revenus sont imposables au Luxembourg) implique des tensions sur « les investissements faits en France, comme les infrastructures de transport, mais aussi le financement de la dépendance, de l’accompagnement des personnes âgées, et de la petite enfance ». Les deux économistes proposent d’alimenter une discussion qui, dans l’idéal, nécessiterait une analyse approfondie de l’ensemble des bénéfices et des coûts liés à l’intégration croissante des territoires transfrontaliers.

Luxembourg a le pied lourd, par Sarah Mellouet, août 2017

D’après les données du think tank écologique américain Global Footprint Network, connu pour ses indicateurs d’« empreinte écologique », de « biocapacité » ou de « jour du dépassement », le Luxembourg apparaît comme un pays peu vertueux. Quelles que soient les limites de l’indicateur d’empreinte écologique, à l’heure où la « bataille » accrue pour l’espace fait rage et que le Grand-Duché s’interroge sur les piliers d’une croissance (plus) qualitative comme sur les modalités de mise en œuvre de la Troisième Révolution Industrielle, devenir plus économe, à défaut de malthusien, semble impératif.

## Les 3 billets invités les plus lus en 2017

### From small to tall - un soutien à 360°, par Karin Schintgen, août 2017

Alors que la création d'entreprise amène à des modèles économiques à divers niveaux de croissance, d'innovation et de créations d'emploi, chaque projet entrepreneurial a sa propre raison d'être. Ce blog valorise ainsi successivement « la très petite entreprise ou le droit à l'initiative économique », « le jeune, l'employé ou le courage d'entreprendre » et « le risk-taker ou l'innovateur de demain ». Parmi les propositions : des mesures pour alléger les charges administratives et financières du micro-entrepreneur, des initiatives pour cultiver l'esprit d'entreprise très jeune et à tous les niveaux, un système fiscal mieux adapté aux besoins des startups et de leurs investisseurs ou encore une meilleure orientation des jeunes vers des filières scientifiques et mathématiques, porteuses d'avenir.

### Why Green Bonds matter and why you should care, par Annemarie Arrens, septembre 2017

Climate change action, and sustainable development in general, clearly need financing as well as efforts at the individual and community level. Implementing the Paris Agreement with its nationally determined contributions will require trillions of euros of investments in the upcoming years and the efforts of the public sector alone will be insufficient. This is where all of us come in to guarantee a safe and prosperous future to the world's growing population. Small changes in our daily habits and investment practices can help make this necessary change and drive the transition to a low-carbon economy. Climate change is not only a tremendous challenge but also an opportunity for entrepreneurship, innovation and new investment products. The latest trend product feeding hopes are the issuances of Green Bonds, which are fixed

income instruments that raise money for projects with a climate-linked or environmental benefit.

### Economie circulaire : 3 questions pour en débattre, par le LIST, juillet 2017

Mélanie Guiton, Sébastien Zinck et Alexandre Bertrand du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) ont répondu aux questions ci-dessous :

- 1) On parle beaucoup d'économie circulaire et on l'associe le plus souvent au recyclage des déchets. Au-delà de cet outil, comment définiriez-vous le concept d'économie circulaire? A quels défis économiques, sociaux et environnementaux majeurs permettrait-elle de répondre ?
- 2) Quelles seraient les actions à privilégier dans la prochaine décennie pour tendre vers un mode d'organisation qui respecte le plus possible les principes de l'économie circulaire ? Y-a-t-il eu de vrais changements significatifs dans ce sens récemment ?
- 3) Jusqu'où est-il possible sur le plan scientifique et technologique de réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement ? Un découplage total est-il possible à terme ?

# Les relations d'IDEA avec la presse en 2017

IDEA entretient d'excellentes relations avec la presse, comme en témoignent les multiples couvertures et collaborations récurrentes. Il s'agit d'un canal de diffusion privilégié qui permet d'améliorer la pénétration de nos analyses et recommandations ainsi que de rendre plus accessibles certaines contributions plus scientifiques.

## Déjeuner de presse, 22 septembre 2017

Pour ce second déjeuner presse d'IDEA, 8 journalistes représentant 8 organes de presse avaient répondu présent. En guise de mise en bouche, Marc Wagener a rappelé la structure et les objectifs d'IDEA avant de laisser les collaborateurs présenter leurs thèmes de travail actuels comme les publications à venir. Les échanges se sont ensuite voulus plus informels, augurant de fructueuses coopérations.



Le Jeudi, 30.04.2017

du 30.3 au 5.4.2017 LE JEUDI

L'ECONOMIE *Chronique* 15

## Prospectif Nouveau 6-pack: pas de la petite bière...

2017 est une année charnière pour l'Europe, qui célèbre les 60 ans du traité de Rome et les 25 ans du traité de Maastricht dans une atmosphère plutôt propice aux «gueules de bois» qu'à l'allégresse. Citons la résurgence du protectionnisme «assumé», le lancement du Brexit ou le cavalier seul de certains pays d'Europe centrale – c'est déjà une satisfaction de ne pas devoir ajouter à ce vivifiant chapelet les élections néerlandaises. Sans compter les incertitudes liées aux scrutins à venir en Allemagne et, surtout, en France. Autant de piqures de rappel, autant d'opportunités de redéploiement, car il devient clair que l'immobilisme et la «politique des petits pas» risquent de mener droit dans le mur. L'Europe n'est jamais acquise, elle se construit en permanence.

Par ailleurs, et n'en déplaise aux adeptes du cagibi national, seule une perspective européenne permet de contribuer à solutionner les problèmes géopolitiques, le réchauffement climatique (le CO<sub>2</sub> ne manifestant guère de propension à se dissiper aux frontières), l'échange d'infor-



mations entre services de renseignement, le renouveau technologique et industriel, voire énergétique, de l'Europe.

On peut également songer à la nature transnationale des flux financiers ou encore à l'intérêt d'un marché intérieur assez large pour servir de tremplin aux entreprises du continent.

Que faire? Pourquoi ne pas substituer à des «petits pas» balbutiants une vision d'ensemble de la (re)construction européenne, comportant 6 points:

1. Une politique budgétaire simple et transparente, privilégiant à des règles ésothériques une nouvelle ressource propre de l'UE, calculée sur base des déficits nationaux et directement canalisée vers des investissements publics européens. De quoi concilier la rigueur budgétaire, une souplesse budgétaire accrue en basse conjoncture et la remise à niveau des infrastructures.
2. Une telle ressource propre contribuerait, avec par exemple des transferts de compétences des Etats membres ou une taxe carbone, à doter l'UE d'un bud-

get digne de ce nom et à en faire une véritable puissance publique (voir à ce propos le remarquable livre de Michel Aglietta et Nicolas Leron, intitulé *La double démocratie*).

3. Eradiquer d'urgence tout déficit démocratique. Les idées ne manquent pas: élections du Parlement européen sur la base de programmes et de partis transcontinentaux, assemblée, budget et «ministre des Finances» de la zone euro... Enfin, des groupes de travail impliquant experts et citoyens (tirés au sort?) pourraient être mis en place sur des thèmes européens transversaux.
4. Brassage des populations et «Europe au quotidien»: si plus de 30% des Américains sont nés dans un autre Etat que celui où ils habitent, cette proportion est de 1,5% en zone euro. Des remèdes: un apprentissage précoce des langues, une portabilité accrue de la sécurité sociale, un InterRail Pass gratuit pour les Européens ayant 18 ans, encourager les stages professionnels dans d'autres pays (aussi pour les ouvriers et petits employés), etc.
5. La formation des salaires et des prix:

tout en évitant un dirigisme excessif, les Etats pourraient mettre en place des instruments assurant une moindre déviation des salaires nationaux par rapport à la productivité pour assurer une croissance durable, tout en veillant à aligner davantage les marchés des produits.

6. Enfin, une coordination économique plus étroite, via l'introduction de stabilisateurs automatiques européens (en fonction de l'évolution du chômage par exemple) ou au moyen d'un mécanisme comportant certes la résorption graduelle des déficits de paiements courants, mais également des investissements publics accrus de la part des pays en surplus – assurant ainsi la neutralité des politiques économiques dans la zone euro considérée, globalement, à rebours de tout biais déflationniste.

Une réforme globale de ce type ne se fait certainement pas aisée à mettre en œuvre... d'où la nécessité de commencer sans tarder.

MARC WAGENER  
ET MURIEL BOUCHET,  
FONDATION IDEA ASBL

Le Jeudi, 11.05.2017

# Ces robots qui font peur

La numérisation de la société force à s'interroger sur notre futur modèle social

Entre optimistes et pessimistes, une obligation pour les humains: rester maîtres du jeu

On n'arrête pas le progrès, et on ne l'entrave pas, ma bonne dame. Enfin, si: il y en a qui ont essayé, mais ils ont eu des problèmes. Dans la marche de l'évolution de l'humanité, on connaît peu d'inventions qui soient restées sur le carreau si elles avaient une once d'utilité. La bombe à neutrons, peut-être... Et qui sait si elle a réellement disparu.

Embarquée comme l'est l'humanité dans la révolution numérique, elle ne peut bien sûr pas faire marche arrière. L'avènement du numérique ce fut, par exemple, le passage du microsillon au CD. L'information musicale quittait les processus chimiques ou physiques pour être codée sous forme informatique, devenant répliquable à volonté, sans pertes de qualité... à condition que son support le permette, bien sûr.

Le numérique, on en parle depuis l'invention de l'ordinateur, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Ce codage en langage binaire, qui transforme tout en suites de 0 et de 1, n'était sans doute pas voué par ses inventeurs à changer le monde. Mais comme l'informatique a tout envahi, depuis les espaces professionnels jusqu'aux maisons, aux réseaux, aux téléphones, aux objets

connectés de toutes sortes, du réfrigérateur au chauffage, et que les séquences de travail elles-mêmes sont mises en équation, le numérique est devenu la tarte à la crème, le mot fourre-tout qui conditionne la marche du monde. Tour à tour slogan de marketing ou catalyseur des craintes pour l'avenir.

Avoir un smartphone ou la télé numérique, c'est un progrès palpable: devoir répondre à un robot rédacteur en chef, c'est une perspective peu engageante.

Pourtant, des experts le répètent avec force, le numérique permet aujourd'hui, et permettra encore plus demain, d'automatiser de nombreuses professions. Grâce à la connectivité globale on peut employer de plus en plus de gens à la demande, «ubériser» les relations de travail. Dans les grands cabinets d'avocats américains, des machines sont déjà à l'œuvre pour traiter des dossiers complexes et accomplir en quelques secondes des recherches qui auraient pris des jours à un être humain. Le robot n'est que rarement un humanoïde, mais il peut en abattre, du travail. L'intelli-

gence artificielle appliquée au secteur de la finance permet aussi des perspectives pas nécessairement réjouissantes pour l'emploi.

La grande force du numérique, c'est de permettre de stocker des quantités énormes d'informations, de les croiser, les utiliser, les faire circuler instantanément. Plus que jamais, les détenteurs de données seront au centre de l'économie et du pouvoir. Les Google, Facebook et consorts l'ont compris depuis longtemps, qui reconstituent sur nos écrans un monde qui n'a plus rien d'objectif mais est hiérarchisé par nos pulsions d'achats, nos tendances politiques, nos fantasmes sociétaux. Big Brother est déjà là, et on l'accueille avec le sourire.

Tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes, si le numérique était simplement le nouvel opium du peuple. Mais pendant que le scientifique s'extasie sur les progrès techniques accomplis en une décennie, le philosophe s'interroge sur leur finalité. Et le syndicaliste s'inquiète sur la prééminence de la machine. Les détec-

teurs du capital, qui ont accru considérablement leurs richesses depuis une trentaine d'années, n'auront aucune raison de subventionner l'emploi humain si les machines font mieux à moindre coût.

Quel emploi pour demain, avec quelles conséquences? C'est une des questions critiques qui pèsent dans la corbeille du numérique. Les travaux portant sur ce thème sont encore très controversés. (lire page 5). Mais utilement alarmistes.

**La fin du travail?**

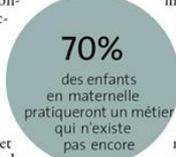
Michel-Edouard Ruben, économiste à la fondation Idea, a réalisé une étude sur laquelle il se base pour déconstruire les craintes liées à la numérisation.

«Habituellement, le discours est de deux ordres: "C'est la fin du travail" et "On va tous devenir indépendants". Mais franchement, au Luxembourg en particulier, la fin du travail n'est pas pour demain. Je n'entends pas les chefs d'entreprise dire qu'ils n'ont pas besoin de travailleurs, mais plutôt qu'ils manquent de personnel qualifié. Les études qui portent sur la suppression de millions d'emplois sont répétées surtout à cause de leur caractère sensationnel. Mais elles sont parfois trop simplistes, ou manquent même

de sérieux. Ce qu'il faut retenir, c'est que la possibilité d'automatiser une tâche et de la faire effectuer par une machine n'implique pas forcément que l'on préfère la machine à l'humain. Des femmes et des hommes continuent à servir du café alors que la machine le permet depuis longtemps. Présence humaine, contingences de coût, acceptabilité sociale ont au moins autant d'impact que la simple possibilité technique. Enverrez-vous vos enfants seuls à l'école dans une voiture autonome? Pas sûr!»

Mais si l'économiste se montre plutôt optimiste pour la cohabitation de l'homme et de la machine, c'est parce qu'il postule que le rôle des Etats restera fort dans la régulation du travail et dans la redistribution des richesses, garant de l'égalité des chances. Taxation et formation sont les conditions d'une «digitalisation» réussie. Pour Thibaud Latour, chercheur au LIST, la mutation se passera sans heurts si l'humain reste toujours au centre des évolutions techniques: «Je ne crois pas que la robotisation va tuer le travail. Elle va même peut-être en générer de nouvelles formes, dans lesquelles on se sentira plus heureux.»

THIERRY NELISSEN





## L'ANALYSE DU LUNDI

# Recherche et innovation: les entreprises luxembourgeoises à la traîne?

LUXEMBOURG  
VINCENT L'EN

**L'**enforcement de son écosystème de recherche et d'innovation est devenu l'une des priorités de Luxembourg, particulièrement pour accompagner ses stratégies de diversification économique et d'attractivité. Alors que les efforts consacrés à la recherche publique ont été démultipliés ces quinze dernières années, les dépenses de recherche et développement (R&D) réalisées par les entreprises, qui culminent à 1,2% du PIB en 2005, ne s'établissent plus qu'à 0,7% du PIB en 2015. Comment améliorer ces chiffres, alors que l'ambition du Grand-Duché est de les porter à un niveau compris entre 1,5 et 1,9% en 2020?

**Ne pas confondre R&D et innovation**  
Les entreprises luxembourgeoises. Bien intégrées aux chaînes de valeurs internationales, peuvent bénéficier des effets positifs de la R&D réalisée à l'étranger. Tout comme il est possible d'exporter des connaissances produites dans les cadres de R&D luxembourgeois, parés à l'intérieur d'un même groupe. Ainsi, le pays affiche la 2ème plus forte proportion d'entreprises innovantes de l'UE, juste derrière l'Allemagne et se classe même du «European Innovation Scoreboard» de la Commission, à un niveau très proche des leaders (Suède, Danemark, Finlande, Pays Bas, Royaume Uni et Allemagne).

**Les dépenses de R&D des entreprises sont très concentrées**  
À l'échelle de l'OCDE, 90% du total de la R&D privée est réalisée par 1.500 entreprises. Le Luxembourg n'échappe pas à la règle: la dernière statistique connue et la dernière estimée qu'en 2008, une dizaine d'entreprises réalisait 78% des dépenses brutes de R&D (STAT.RC).



De plus, l'indicateur d'intensité des dépenses de R&D des entreprises peut être influencé par la structure économique de chaque pays. L'industrie, qui contribue à 12% du PIB européen, représente à elle seule 65% des dépenses privées de R&D. Au Luxembourg, elle pèse pour 6% du PIB et 63% des dépenses de recherche privées. L'industrie luxembourgeoise investit plus que la moyenne européenne dans la recherche, relativement à sa valeur ajoutée, et se situe pour cet indicateur d'intensité à un niveau proche de celui

de l'Allemagne. En conséquence, si la répartition entre les services non-financiers, les services financiers et l'industrie était la même au Luxembourg que celle que l'on observe dans l'UE, et que chaque secteur réalisait son intensité de dépenses en R&D, les investissements de R&D des entreprises au Luxembourg ne représenteraient pas 0,7% du PIB mais 1,2% et le pays passerait ainsi de 9ème au 9ème rang européen.

Dans grands types d'entreprises ressortent des secteurs portés de la R&D au Luxembourg:

LA FONDATION IDEA A.S.B.L.

Un vivier d'idées

IDEA est un laboratoire d'idées pluridisciplinaires et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce qui souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité du débat public, en favorisant par des analyses socio-économiques et en proposant des pistes novatrices pour relever les grands défis d'avenir. Elle invite les acteurs à discuter concrètement les analyses, idées et propositions qu'elle publie.

www.fondation-idea.lu

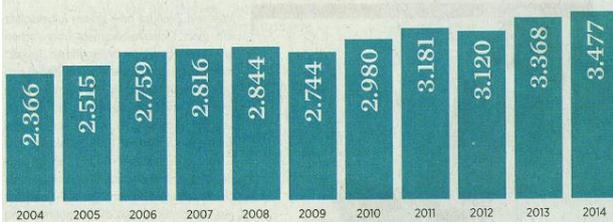
d'une part, des groupes industriels de grande taille, présents sur les marchés internationaux (comme Goodyear, Delphi, Dupont de Nemours, Fiat Wipac, Avio, Alcatel, Thales, etc.) et, d'autre part, des prestataires de services d'ingénierie et d'études, majoritairement des PME.

L'étude montre par ailleurs que les partenaires publics privés sont amenés à être impliqués dans le domaine de la recherche au Luxembourg. Plus d'informations sont à retrouver dans l'édito du mois n°18 d'IDEA.

# Ist Luxemburg eine Startup-Nation?

Fondation IDEA untersucht Firmengründungen und macht Vorschläge für mehr Anreize für Gründer

## MEHR FIRMENGRÜNDUNGEN IN LUXEMBURG



Seit zehn Jahren steigt die Zahl der Firmengründungen kontinuierlich an: Im Vergleich zu anderen Ländern ist das Entrepreneurat in Luxemburg gut entwickelt. Quelle: Statec

**LUXEMBURG** Die Fondation IDEA, eine Initiative der Handelskammer, untersucht die Gründerszene in Luxemburg. Die Quote der Neugründungen von Unternehmen liegt in Luxemburg mit 9,7 Prozent unter der des

Verinigtes Königreichs (14 Prozent) und Dänemarks mit elf Prozent, aber auf der Höhe der von Frankreich (9,9 Prozent) und über der von Deutschland (sieben Prozent) und Belgien mit fünf Prozent.

Obwohl es keine feste Definition darüber gibt, was ein „Startup“ ist, gilt als gemeinhin anerkannt, dass es dabei um ein junges, innovatives Unternehmen handelt.

Meint man, ein solches Unternehmen müsse unbedingt im ICT-Sektor (Informationstechnologie und Kommunikation) zu finden sein, die übrigens nur acht Prozent der Firmengründungen und der innovativen Unternehmen mit starkem Wachstum darstellen, liege man einem Trugschluss auf, geht aus der gestern vorgestellten Studie der Fondation Idea hervor. Sie soll auch die Frage beantworten, was getan werden kann, um Unternehmertum in Luxemburg weiter zu fördern. Tatsächlich seien 66 Prozent der Firmenneugründungen in Luxemburg innovativ ausgerichtet, also potenziell jedes neue Unternehmen ein Startup. Untersuchungen der OECD hätten gezeigt, dass im Gegensatz zu einer weitverbreiteten Meinung es nicht die kleineren und mittleren Unternehmen seien, die Innovationsprozesse anstießen, sondern eine begrenzte Zahl von jungen

Wachstumstreibern. Hier sieht die Fondation Luxemburg recht gut aufgestellt, verfüge das Land doch über ein Ökosystem, das viele Institutionen und Regime kenne, die Firmengründungen unterstützen und von denen somit junge Firmen profitieren könnten.

**Steuervergünstigungen für Jungunternehmen?** Allerdings investieren die Bewohner Luxemburgs vor allem in Immobilien, und beteiligen sich weniger an Unternehmen. Neue Vehikel, die es attraktiv für hiesige Anleger machten, sich an Unternehmen zu beteiligen, wären darum zu begrüßen. So erlaubt ein Steuergesetz von 2005 keine Steueranreize für Risikokapital-Investitionen von Ansässigen in heimische Unternehmen.

Auch bei der Besteuerung von Unternehmen könnte einiges getan werden, um mehr Unternehmertum zu fördern, so zum Beispiel ein verminderter Steuersatz für junge Unternehmen oder gar ein Verzicht auf Besteuerung für die ersten drei Jahre, wie es in manchen Ländern üblich sei. MM

Paperjam, 28.11.2017

ÉTUDE FONDATION IDEA

## Idea se penche sur le rendement des retraites

28 NOVEMBRE 2017 10:35 | Par [Jean-Michel Lalieu](#)



Dans sa dernière étude, la Fondation Idea a calculé le taux de rendement des cotisations de retraite à partir de trois scénarios. Des calculs qui montrent que le rendement reste important même avec des salaires élevés.

Dans sa plus récente étude, publiée ce 28 novembre, la Fondation Idea s'intéresse au système des pensions. Mais en adoptant une approche neutre, qui ne vise pas à déterminer si le système est viable à terme ou trop généreux.



Aux taux actuels, les Luxembourgeois peuvent toujours espérer une retraite au soleil.

(Photo: Licence C.C)

L'essentiel, 29.11.2017

RETRAITE AU LUXEMBOURG

29 novembre 2017 09:00; Act: 29.11.2017 10:10

## Les cotisations de retraite valent un placement à 7%

LUXEMBOURG - À quelle somme dois-je m'attendre une fois à la retraite? La fondation Idea a sorti sa calculatrice pour évaluer le taux de rendement du système de pensions.



Les taux de rendement sont plutôt importants. (photo: DPA)

57  
Recommander

Tweeter

Plutôt que de tenter de «réconcilier» les deux camps du «Tout va bien» et «Il y a péril en la demeure» en ce qui concerne le système de pensions (voir encadré), le think tank Idea, adossé à la Chambre de commerce, a décidé de traiter le sujet de façon très concrète en analysant la performance du système, à savoir son taux de rendement. Combien vais-je cotiser durant ma vie active et combien vais-je toucher au moment de ma retraite?

LA VIE DES SOCIÉTÉS

Nouvelles constitutions

**352 Digital s.à rl.**  
Siège social: 25A, bd Royal,  
L-2449 Luxembourg  
Capital social: 12.500 €  
(1.250.000 parts)  
Associé: Matthew Wilson,  
employé privé, demeurant à  
L-1328 Luxembourg  
Objet: la prestation de services,  
l'achat, la vente et le dévelop-  
pement de tous produits en ma-  
tière de communication, de pu-  
blicité et d'Internet, la prestation  
de services informatiques à l'ex-  
clusion de toute activité artisanale,  
le commerce d'équipements de  
bureau et d'ordinateurs et la mise  
en valeur de propriétés intellec-  
tuelles  
Date de constitution: 10/2/2017

**AMC services s.à r.l.-s.**  
Siège social: 29, bd Prince Henri,  
L-1724 Luxembourg  
Capital social: 300 € (30 parts)  
Associée Katarzyna Dyzewska,  
demeurant professionnellement à  
L-8083 Luxembourg  
Objet: le conseil économique; la  
prestation, à titre professionnel,  
de services en matière macro- et  
microéconomique ainsi qu'en  
gestion d'entreprise; l'exécution  
de tous services d'assistances aux  
entreprises et aux particuliers en  
matière d'organisation, d'admini-  
stration, de stratégie et de di-  
rection des affaires ainsi que la  
fourniture de services d'assis-  
tances et de coordination dans les  
domaines comptable, commercial,  
financier et juridique à l'exception  
de consultations juridiques; l'éla-  
boration d'études dans les do-  
maines touchant l'implantation et

# L'enfer... c'est les autres

Le télétravail est plus compliqué à organiser au Luxembourg avec les frontaliers

PAR THIERRY LABRO

**Travailler de chez soi ou hors du Luxembourg peut présenter des avantages pour le salarié et pour l'entreprise. Mais la mise en place de ce télétravail est plus compliquée au Luxembourg qu'ailleurs. A cause des frontaliers.**

Quel est l'intérêt de mettre, chaque matin et chaque soir, à peu près la même heure, 180.000 frontaliers sur les routes qui mènent au Luxembourg en plus des résidents? Bouchons et accidents ne mettent personne dans les meilleures conditions. 42 % des salariés disent détester ces trajets.

Présentée comme ça, la situation invite à développer le télétravail à marche forcée. Sauf que le Luxembourg n'a pas attendu la situation actuelle: entre 2010 et 2015, le nombre de ces «nomades du bureau», qui ont travaillé au moins huit heures chez eux, a augmenté de 3,1 % à 6,1 % des salariés, contre une moyenne européenne de 3 % seulement. Contrairement à une idée reçue, cette hausse a principalement profité... aux résidents, dont le nombre de télétravailleurs a augmenté de 19,3 % selon une étude du States sur les forces de travail, alors qu'ils n'effectuent qu'un déplacement de 14 kilomètres contre 44 kilomètres pour les frontaliers.

**Les impôts, la sécurité sociale et la sécurité, sources de blocages**



Le télétravail se heurte à une double réglementation: européenne pour la sécurité sociale et nationale pour les impôts. (SOURCE: SHUTTERSTOCK)

par semaine chez lui, par exemple, devrait du coup aussi s'affilier à la caisse de maladie de l'Etat de résidence du salarié et payer les

autorités françaises admettaient dans leur réponse une tolérance pour une journée par semaine. Il n'y a pas beaucoup de contrôle des

geois, les contribuables belges doivent justifier auprès de leur administration fiscale qu'ils travaillent au Luxembourg. «Il y a ceux qui ont une activité incontestable, comme les caissières ou les réceptionnistes. Et ceux qui ont une activité qui rend les choses plus difficiles, qui peuvent donc recourir à tous les moyens possibles pour prouver leur présence, du pointage au timesheet en passant par les notes de frais, les factures d'essence, de restauration. Il est évident qu'on leur demande d'alimenter un faisceau d'indices et pas de prouver qu'ils sont chaque jour au Luxembourg.» Dans la réalité, il n'est pas rare de commencer à croiser des couples qui vendent une maison en Belgique pour venir vivre au Luxembourg et s'éviter la paperasse et les ennuis fiscaux.

Au départ, il y avait une volonté de réguler mais les réticences sont fortes des deux côtés, souligne-t-on au ministère du Travail. Les patrons savent qu'ils devront justifier la surveillance de leurs salariés et que d'innombrables ne manqueront pas de naître. Du côté des syndicats, on veut à tout prix éviter que le salarié ne perde son lien avec l'entreprise.

C'est ce que souligne un rapport de l'Organisation internationale du travail publié la semaine dernière: travailler à domicile offre «plus d'autonomie relative au temps de travail qui conduit à plus de flexibilité en termes d'organi-

## Der Luxemburger teilt nicht gern

Die „Fondation Idea“ sieht Hindernisse für die Entwicklung der „Sharing Economy“ in Luxemburg

VON MAXIME GILLEN

Den Luxemburgern geht es zu gut, um zu teilen. So könnte das Fazit der gestrigen Präsentation des Luxemburger „Think Tank Idea“ lauten. Tatsächlich haben die Experten von Idea das Konzept der „Sharing Economy“ zum Kernstück ihres Jahresberichts gemacht.

Neben einem allgemeinen Überblick über die weltweite wirtschaftliche Lage, stellte die Luxemburger Denkfabrik Idea gestern ihre Ideen zum Konzept der „Sharing Economy“ vor. „Das Konzept der Sharing Economy wird relativ viel thematisiert und bekommt eine Aufmerksamkeit, die uns doch etwas unverhältnismäßig scheint, gegenüber dem tatsächlichen wirtschaftlichen Impact heute in Luxemburg“, kommentierte Marc Wagener, Direktor der „Fondation Idea“, die Themenwahl.

Obwohl bisher ein Randphänomen in Luxemburg, sollte der Gesetzgeber nicht versäumen, einen angemessenen legalen Rahmen für derartige Aktivitäten zu schaffen, erklärte Sarah Mellouet, Wirtschaftswissenschaftlerin bei Idea. Trotz hervorragender digitaler Infrastrukturen und Kompetenzen, blieb der durchbrechende Erfolg von Sharing-Plattformen in Luxemburg bisher aus. Tatsächlich gaben 86 Prozent der Luxemburger Bevölkerung an, noch nie eine derartige Plattform genutzt zu haben.

Das liege unter anderem daran, dass das Großherzogtum sehr ländlich sei und die Menschen sich untereinander kennen, heißt es im Bericht des „Think Tank“. Der Bedarf einer Vermittlungsplattform sei so wesentlich geringer als beispielsweise in Großstädten, in denen Sharing-Plattformen traditionell am meisten genutzt werden. Gefördert wird der Trend des Teilens außerdem durch wirtschaft-



Im ersten Teil ihrer Präsentation stellten die Experten der „Fondation Idea“ ihre Einschätzung der aktuellen wirtschaftlichen Lage weltweit vor. (FOTO: GIBBS KARARA)

lich schwierige Situationen, in denen die Menschen sich nach neuen Einkommensquellen und Möglichkeiten, Geld zu sparen, umsehen. Im Gegensatz zu einigen europäischen Ländern trifft das zur Zeit nicht auf Luxemburg zu.

**Luxemburger Mentalität nicht geeignet für Sharing-Plattformen**

Ohne eine derartige Motivation, halten sich Gewohnheiten hartnäckig. Idea gibt an, dass 58 Prozent der Einwohner davor zurückschrecken, ihr Eigentum zu verleihen oder zu vermieten, weil sie es nicht mögen, wenn Fremde ihr Eigentum nutzen.

Darüber hinaus ist und bleibt Besitz kulturell enorm wichtig. Wenige seien bereit, auf Statussymbole wie Immobilien und Autos zu verzichten. Und weniger

wertvolle Dinge zu teilen oder zu vermieten lohnt sich kaum. Hier wird das Beispiel eines Akkuschaubers genannt, dessen Kosten für Wartung, Lieferung usw. kaum Gewinne für den Vermieter zulassen.

Die Experten der „Fondation Idea“ sehen dennoch Potenzial für Sharing-Plattformen in Luxemburg. Man sollte sich daher nicht von deren Verbreitung überraschen lassen, rät der „Think Tank“.

**Regierung setzt auf Lösungen im Transportbereich**

Der Gesetzgeber müsse den Spagat schaffen, einen angemessenen legalen Rahmen zu bewerkstelligen, Grauzonen zu beseitigen und gleichzeitig neuen Initiativen keine Steine in den Weg zu legen. Allgemein müssten die Menschen

besser informiert werden, erklärt Sarah Mellouet. Konkret sollten Steuerzahler besser aufgeklärt und Steuerbehörden entsprechend ausgebildet werden, so die Experten.

Trotz bisher verhaltenem Erfolg, setzt die Luxemburger Regierung verstärkt auf Sharing-Angebote, um beispielsweise Lösungen für das Dauerproblem des Verkehrs anzubieten. Hier sollten verantwortliche Behörden allerdings erst eine Bestandsaufnahme bereits bestehender Angebote machen, bevor sie weitere Plattformen einrichten, meint Idea.

Um deren Nutzung zu fördern und somit hartnäckige Gewohnheiten verändern, müssten zusätzliche Anreize geschaffen werden, so die Empfehlung des „Think Tank“.

Tageblatt, 08.12.2017

## Luxemburger Forschung unter der Lupe

Dass Forschung wichtig ist, um ein Land, eine Gesellschaft oder eine Volkswirtschaft voranzubringen, ist unumstritten. Und in Luxemburg hat sich die Forschung in den vergangenen 20 Jahren komplett verändert. Hinter dem Wandel steht vor allem der Luxemburger Staat.

Man habe den Sektor mittels einer Studie unter die Lupe genommen, sagt Marc Wagener von Idea, einem auf Initiative der Luxemburger Handelskammer begründeter Think Tank. Luxemburg habe es in den letzten Jahren auf die "europäische Karte der Forschung geschafft. Da war das Land vor zehn Jahren noch nicht. Bis jedoch das 2020-Ziel erreicht wird, ist es noch ein weiter Weg", so die Feststellung.

### Forschung immer wichtiger

Während der Staat im Jahr 2000 gerade einmal 0,1 Prozent der Wirtschaftsleistung in den Bereichen Forschung und Entwicklung investierte, lag diese Quote im Jahr 2015 bei 0,64 Prozent. Investiert wurde unter anderem in neue Forschungszentren und in die Universität Luxemburg. Gemeinsam mit den Forschungsausgaben der Unternehmen beläuft sich die Quote mittlerweile auf 1,31 Prozent der nationalen Wirtschaftsleistung (Stand 2015). Damit liegt das Land an 16. Stelle in der Europäischen Union.

Langfristig, bis 2020, hat sich Luxemburg eine Forschungsausgaben-Quote von 2,3 bis 2,6 Prozent der Wirtschaftsleistung als Ziel gesetzt. Vincent Hein von Idea fügte hinzu, dass "der Staat in der Luxemburger Forschung eine wichtigere Rolle spielt als sonst wo in Europa". Auch unterstrich er, dass das Großherzogtum in europäischen Rankings zum Thema Innovation besser abschneide als in Forschungs-Rankings.

Im Rahmen der Aufholjagd mit anderen europäischen Ländern, die bereits vor dem Jahr 2000 auf Forschung gesetzt hatten, "hat Luxemburg die staatlichen Forschungsausgaben verzehnfacht und die Zahl der in der Forschung tätigen Mitarbeiter versiebenfacht", unterstrich die der Handelskammer nahestehende Denkfabrik Idea gestern Morgen bei einer Diskussionsrunde zum Thema Forschung in Luxemburg.

### Private könnten sich mehr einbringen

Dass der Weg zum 2020-Ziel trotzdem noch so lang erscheint, liegt unter anderem daran, dass der Anteil der Forschungsausgaben durch den Privatsektor in Luxemburg im europäischen Vergleich klein ist. Die Privatunternehmen investieren 0,67 Prozent des Bruttoinlandsprodukts in die Forschung. Im europäischen Durchschnitt sind es 1,3 Prozent. Der Staat seinerseits hat sich mittlerweile dem europäischen Durchschnitt angenähert. Dieser liegt in der EU bei 0,7 Prozent.

Gleichzeitig sind die Forschungsausgaben des Privatsektors in Luxemburg jedoch seit einigen Jahren rückläufig. Idea erklärt sich das mit dem hohen Gewicht des Dienstleistungssektors in Luxemburg. Forschungsausgaben würden zumeist von Industrieunternehmen getätigt und die haben in der luxemburgischen Wirtschaft ein kleineres Gewicht als im EU-Durchschnitt. Dem fügte Yves Elsen, Geschäftsführer von Hitec und Präsident der Universität Luxemburg, hinzu, dass nur wenige große Dienstleistungskonzerne ihre Entscheidungszentren in Luxemburg haben – und dies wäre wohl eine Erklärung für ihre relativ niedrigen Forschungsausgaben hierzulande.

### Rohstoff Hirnschmalz

Ein Kritikpunkt, den Idea zudem aufwarf, war das Fehlen einer festgeschriebenen nationalen Forschungsstrategie. Yves Elsen seinerseits sagte, dass "wir nun die notwendigen Werkzeuge haben, die Strategie jedoch noch verbessert werden kann". Zudem sei es wichtig, wenn der Sektor mit einer Stimme spreche.

Der einzige Rohstoff, den wir noch im Land haben, sind Gehirne, so Yves Elsen weiter. Es sei daher richtig und wichtig, eine eigene Forschungsinfrastruktur aufgebaut zu haben. Das sei wesentlich, um die Diversifizierung der Wirtschaft voranzutreiben. Dabei denkt er beispielsweise an Kooperationen der Universität Luxemburg im Bereich Weltraum.



Christian Muller

# Vers un « Young business act »

Michel-Edouard Ruben

Le Luxembourg ambitionne de devenir une « start-up nation », mais qu'est-ce qu'une start-up au juste ? Pour beaucoup, la start-up évoque les années 2000 et l'avènement des TIC et de la période dotcom. La traduction littérale du mot start-up signifie « commencer » et « hauteur », cela ne permet pas vraiment de dégager une définition stricte et arrêtée du concept, que certains traduisent en français par « jeune pousse innovante ». Parce que l'innovation n'est pas qu'une affaire de TIC, il s'agirait donc d'un abus de perception que de considérer que la start-up se limite aux entreprises du secteur des technologies de l'information et de la communication. D'après le Statec, 25 pour cent des entreprises innovantes à forte

## Ce Young business act devrait s'appuyer sur trois éléments moteurs

taille et assise sur la taxation des bénéficiaires ne va pas de soi. Dans le cadre d'une future réforme fiscale, le taux normal et le taux réduit pourraient dès lors être rapprochés voire même confondus (comme cela a été fait au Royaume-Uni), et à l'instar de l'Irlande, de Singapour, et de l'Inde, il pourrait être décidé que les jeunes entreprises (moins de trois ans) seront totalement exonérées d'impôt sur les sociétés (IRC, ICC, IF), ou à l'instar de la Belgique bénéficier de modération de cotisations sociales sur les premiers emplois. Cela devrait permettre aux start-up de renforcer leurs fonds propres, d'embaucher, d'investir, et d'envoyer un « signal » fort aux start-uppeurs du monde entier.

Troisième voire quatrième révolution industrielle

# Futur (antérieur) du travail

Michel-Edouard Ruben

La question de la fin du salariat (et de l'essor prochain de nouvelles formes de travail) est un « point focal ». Cette « croyance » (très répandue) est entretenue par des travaux – généralement très repris par la presse – qui annoncent (le plus souvent sans nuance) que des millions d'emplois sont menacés/vont disparaître à cause de la Troisième voire Quatrième révolution industrielle en cours et du progrès technique, et/ou que les marchés du travail vont être « ubérisés » avec à terme une part prépondérante de travailleurs indépendants/freelance/multi-actifs et un net recul du « salariat ».

À la question : le « robotariat » et le « freelance » vont-ils remplacer le salariat ? J'aurais tendance à dire : « sur la base des (nombreuses) études publiées à ce sujet, il semble prudent de répondre ni oui, ni non, bien au contraire, quoique peut-être ! » et évoquer un conte :

## Le « robotariat » et le « freelance » vont-ils remplacer le salariat ? Il semble prudent de répondre ni oui, ni non

Imaginez un résident du Luxembourg d'aujourd'hui qui voyagerait dans le temps et se retrouverait dans le Kirchberg au début des années 1980 ; il serait sans doute surpris de découvrir – s'il ne connaît pas suffisamment l'évolution socio-économique du pays<sup>1</sup> – que le Kirchberg était encore à cette époque partiellement « champêtre ». La surprise serait cependant plus grande pour un éventuel agriculteur du Kirchberg de l'époque qui apprendrait que la population a progressé de 367 000 habitants en 1985 à 576 000 en 2015 (+56 pour cent), que le nombre de travailleurs frontaliers est passé de moins de 20 000 en 1985 à 170 000 en 2015 (+750 pour cent), mais que dans le même temps le nombre de vaches laitières a baissé de quarante pour cent, que le nombre de bovins a baissé de dix pour cent, que le nombre de poules et poullets a baissé de treize pour cent, que le volume total de travail agricole est passé de 8 000 à 3 500, sans que la population ne souffre de malnutrition.

Il aurait probablement du mal à croire que certaines personnes soient « data scientist », d'autres « professeurs de yoga », « coach de zumba », « community manager », « journaliste web », « cloud services specialist », « ministre du développement durable », « ministre de la Grande Région », « auditeur de fonds d'investissement socialement responsable », « directeur responsabilité sociale », « email automation engineer », « mannequin Instagram », « blogueuse mode », « youtubeur », « snapchatteur », « chef d'agence numérique », que le taux d'emploi des femmes (entre 30 et 54 ans) soit passé de 35 pour cent en 1985 à 75 pour

cent en 2015, que l'entreprise SES – créée en 1985 – soit devenue un leader mondial, qu'une femme soit « Secrétaire d'Etat à l'Economie », que la place financière du Grand-Duché soit l'une des plus importantes du monde, et cetera.

Il n'est ainsi peut-être pas vain de « penser » que si un résident de 2045 venait aujourd'hui « raconter » à un « salarié » du Kirchberg les emplois de demain et les réussites futures du Luxembourg (dans les technologies de l'espace grâce à un cadre légal adéquat et des investissements en R&D bien orientés, les TIC grâce au succès de la Star-S, à l'essor du business-angel luxembourgeois, et la réussite de la stratégie Digital(4)Education, les sciences de la santé grâce à l'essaimage en provenance de la recherche dans le domaine au sein de la Luxembourg Medical School, l'industrie grâce au succès de l'initiative Hello Future, la logistique avec le développement de la nouvelle route de la soie, et cetera), il serait comme l'agriculteur susmentionné...

Michel-Edouard Ruben est économiste à la Fondation Idea.

<sup>1</sup> Extrait tiré d'une publication de la Fondation Idea *Fin du travail ? Quel modèle social pour le futur ?*, à paraître.

<sup>2</sup> Voir en conséquence : Statec (2013) : *Luxembourg un demi-siècle de constantes et de variables*.

# Sortir l'UE de son « marasme profond »

Pourquoi l'Union européenne a-t-elle tant de mal à se remettre de la crise financière de 2007 ? L'économiste français Michel Aglietta donne quelques pistes pour retrouver le chemin de la croissance.

Invité il y a quelques jours au Luxembourg par la Fondation Idea, un think tank de la Chambre de commerce, Michel Aglietta est venu plaider pour la mise en place d'une véritable « Europe politique pour la croissance ».

De notre journaliste Romain Van Dyck

Le capitalisme n'évolue pas selon une trajectoire linéaire. Des périodes de stabilité sont entrecoupées par des périodes de mutation qui font émerger un nouveau régime de croissance. Nous sommes dans une de ces périodes de mutations», résume Michel Aglietta. L'économiste français, qui publie depuis 2008 pratiquement chaque année un livre traitant de la crise financière et du marasme européen, était de passage il y a quelques jours au Luxembourg. Une conférence-débat qui a débuté par un état des lieux sans concession de l'Union depuis la crise de 2007 : « Il existe des forces très négatives dans l'économie mondiale, l'Europe, avec sa gouvernance très faible, les reçoit de façon décapée. Et c'est ce qui est arrivé durant la crise financière de 2007. Nous l'avons beaucoup moins digérée du fait de notre incapacité de gouvernance européenne (voir chiffres ci-dessous) ». Les politiques menées à

partir de 2011 ont été « catastrophiques. Il y a une politique d'austérité systématique de tous les pays européens – même de l'Allemagne qui n'avait pourtant pas de raison de le faire – qui provoque l'amplification de la récession entre 2011 et 2013 ». De cette incapacité de la zone euro à établir une coordination autre que cette austérité naîtront notamment « l'énorme montée du chômage et le rejet des élites politiques ».

## Semestre européen et plan Juncker

Quelles solutions alors, pour remettre à flot le paquebot Europe ? La réponse est dans le titre de son dernier livre coécrit avec le chercheur Nicolas Leron : *La Double Démocratie. Une Europe politique pour la croissance*. « Il faut mieux redéfinir le rôle de l'Europe et des nations. Si l'Europe a tant de difficultés, c'est parce qu'il y a cette divergence énorme entre les États qui rend impossible l'émergence d'un intérêt commun européen. Chaque État défend son intérêt. Résultat, il s'agit d'un jeu à somme nul ». Bref, pour dépasser « l'obstacle destructeur de la divergence entre les pays de la zone euro, et parvenir à la stabilisation macroéconomique », le pointe deux réformes. D'abord, le semestre européen (le

système de coordination des politiques économiques et budgétaires des États membres) « qui est une bonne chose dans la forme, doit être transformé sur le fond, car il est coincé dans des règles qui étouffent les pays déficitaires, et les empêchent de retrouver un nouveau souffle de croissance ».

La seconde, c'est le Plan Juncker. Mis en œuvre depuis 2015, ce plan d'investissement pour l'Europe vise à relancer l'investissement dans les pays de l'Union européenne. Mais lui non plus ne va pas assez loin : « Il faut le transformer pour en faire une force de développement bien plus importante, en y incluant un rôle de budget ». Car le budget européen ne va pas fort : « Il y a les pays qui donnent, les pays qui reçoivent, et chacun veut donner le moins possible. Le budget est devenu un lieu où on s'écharpe, résultat : il baisse ».

## Faire émerger une citoyenneté européenne

Pour que les investissements à long terme soient efficaces, ajoute-t-il, il faut impérativement les conditionner à « une valeur ajoutée européenne ». Par exemple, « choisir ceux qui résolvent les problèmes sociétaux et géopolitiques ». Comme investir dans l'économie durable, dans la défense eu-



Photo: Sabine Stiverte

L'UE, dit-il, n'investit pas assez dans des projets à long terme et à valeur ajoutée européenne, comme l'éducation, la défense, la recherche...

ropéenne, car « il y a un problème de sécurité commune vu la situation internationale », dans les réseaux de transport transnationaux, dans un réseau de distribution européen d'électricité... Il cite encore la recherche fondamentale, qui « serait beaucoup plus efficace si elle était coordonnée au niveau européen », ou l'éducation supérieure, « qui doit être coordonnée pour que les étudiants puissent circuler plus facilement entre les

pays, et qu'ainsi une citoyenneté européenne puisse émerger ». Autant d'investissements qui offrent une valeur ajoutée européenne « évidente ». Des pistes qu'il détaille donc dans son livre. Mais, insiste-t-il, « les deux objectifs qui s'imposent, c'est redresser la croissance potentielle de l'Europe, et renforcer la convergence des pays membres. C'est essentiel pour sortir du marasme profond dans lequel on est... ».

Radio 100.7, 10.05.2017



### Think Tanks a Start-ups

10. Mäe 2017 - 09:15

D'Fondation IDEA Asbl gouf duerch d'Initiativ vun der Chambre de Commerce gegrënnt a gëtt sech als Missioun, eng Denkfabrik fir Lëtzebuerg ze sinn, déi am allgemengen ekonomeschen Interessi vum Land handelt. Dëst natierlech mam Ophänker vun enger nohalteger Entwécklung an der Stimulatioun vun engem kontradiktreeschen an öffentliche Debat. De Steve Clement huet sech mam Marc Wagener vun der Fondation IDEA ënnerhalen.

Lauschten

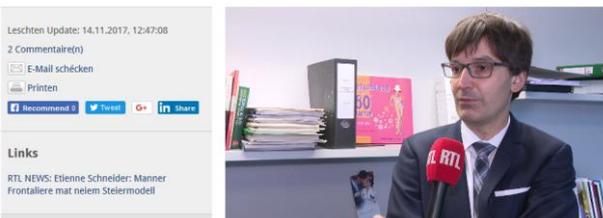


RTL, 14.11.2017



### Neie Steiermodell fir Frontalieren Télétravail ass e Léisungsusaz awer keen Duerchbroch

De Wirtschaftsminister Schneider wëll d'Zuel vu Frontalieren mat engem neie Steiermodell drécken. Doduerch geet vill Akommes verluer seet d'Fondation Idea.



DELANO, 13.04.2017

# DELANO

LUXEMBOURG IN ENGLISH

## SHARING ECONOMY NOT TAKING OFF IN LUXEMBOURG

NEWS • BUSINESS • 13.04.2017 • DELANO STAFF



**The sharing economy has not really made an economic impact in the EU, the Idea Foundation has argued in its 4th annual report on economic perspectives. However, it argues that more regulation would be welcome so that future problems can be avoided.**

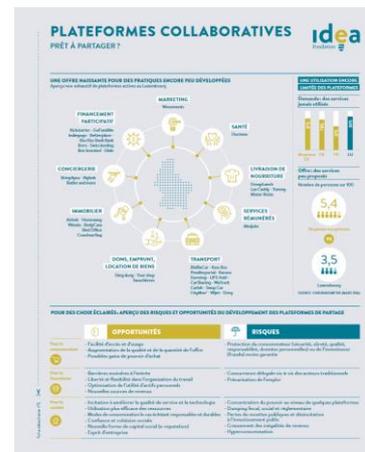
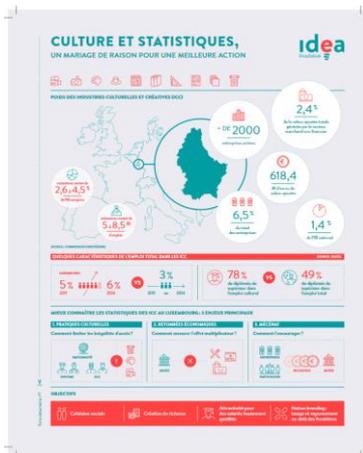
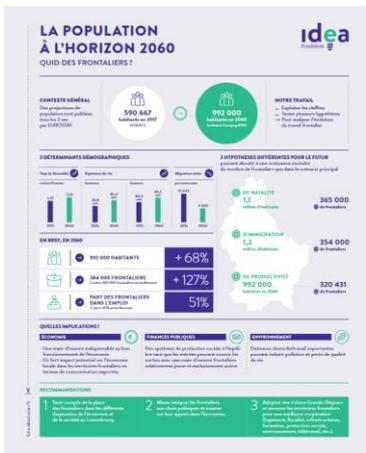
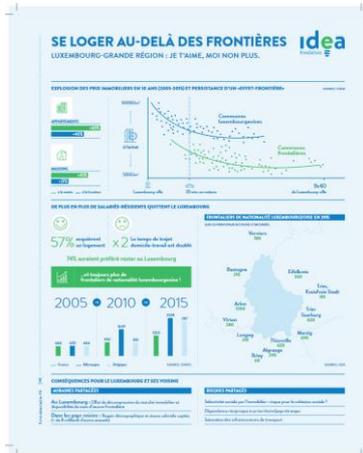
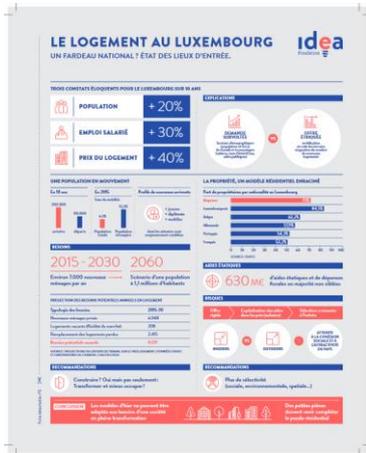
Sharing platforms do not have the massive effect on the traditional economy that has been conjured up by enthusiasts and opponents alike. The new models have shaken up the established rules (between professional and amateur, in labour law, taxes,



Sharing platforms which offer services are not having an impact on traditional economic models.

Photo: Mike Zenari (archives)

# Merkur, infographies 2017



Le Républicain Lorrain, 12.01.2017

## FRONTIÈRES EXPRESS

# La bonne IDEA d'Harlem Désir

*Lors de la dernière réunion de la commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise, le 21 novembre dernier au château de Senningen, Harlem Désir avait lancé un petit pavé dans la mare en évoquant l'idée de compensations fiscales versées par le Luxembourg à la France. Le secrétaire d'Etat français reprenait, un peu sur la pointe des pieds (puisqu'il ne faisait que répondre, du bout des lèvres, à une question qui lui était posée en conférence de presse), une idée très en vogue dans certaines mairies du nord de la Lorraine. Où l'on estime que 90 000 travailleurs frontaliers français payant leurs impôts au Grand-Duché égarent moins de ressources fiscales dans les communes de résidence, pourtant obligées de gérer tous les problèmes d'infrastructures (transports, aides à la petite enfance, dépendance, etc.) liés à cette situation très particulière.*

*Le problème est beaucoup plus complexe, même si la question doit faire débat, comme en témoigne une double prise de position de la Fondation IDEA, en début de semaine. Les experts économiques de l'association hébergée par la Chambre de commerce de Luxembourg rappellent déjà qu'il serait faux de croire que ces communes ne bénéficient*

*aucunement de la présence de travailleurs frontaliers sur leur territoire : ceux-ci paient des taxes locales, apportent un pouvoir d'achat conséquent dans les commerces du secteur, et contribuent à l'essor démographique d'une région économiquement dévastée (ce qui vaut aux communes de résidence une Dotation globale de fonctionnement plus conséquente). Dans le même temps, la Fondation IDEA souligne aussi la pénurie de logements au Grand-Duché, qui pousse de plus en plus de Luxembourgeois à chercher un domicile de l'autre côté des frontières : ils auraient été 16 000 à faire ce choix entre 2001 et 2011, et le nombre de ces « frontaliers atypiques » ne cesse d'augmenter. L'idée que le Luxembourg puisse par exemple financer des « crèches polyglottes » hors frontières pourrait ainsi contribuer à renforcer l'intégration des populations sur l'ensemble du secteur.*

*Bilan : plutôt que de choisir entre compensations et coopération, les experts d'IDEA concluent qu'il pourrait être bon de se servir des premières pour renforcer la seconde. Comme le font déjà la Suisse et la France. Ou le Luxembourg et la Belgique.*

**Christian KNOEPFLER.**

## France – Luxembourg : compensation fiscale ou coopération renforcée ?

11 Janvier 2017 · [11 commentaires](#) · 6913 vues

**En novembre, France avait demandé d'ouvrir une discussion afin que le Luxembourg verse une compensation fiscale pour le travail frontalier. Pour ou contre ? La Fondation IDEA s'est prêtée au jeu du débat sur ce sujet complexe.**

En novembre dernier en marge de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise, le secrétaire d'Etat français chargé des Affaires européennes, Harlem Désir avait fait savoir qu'il voulait ouvrir une discussion au sujet d'une compensation fiscale des impôts payés par les frontaliers français au Luxembourg. Une demande qui avait provoqué de nombreuses réactions, notamment du Grand-Duché, qui a rappelé que le pays investissait déjà beaucoup pour les frontaliers.

Suite à cela, deux membres de la Fondation IDEA a.s.b.l., Rachida Hennani et Vincent Hein ont étudié la question, afin de savoir quels seraient les avantages en cas de compensation fiscale ou s'il valait mieux une coopération frontalière.

### Compensations fiscales : 10 bonnes raisons de les mettre en place

Pour Rachida Hennani, il y a plusieurs raisons **de mettre en place une compensation fiscale** entre le Luxembourg et la France.

Elle cite ainsi le **logement** et les résidents luxembourgeois qui déménagent de l'autre côté de la frontière. L'**universalité**, afin de favoriser une homogénéité de traitements et de compétences sur l'ensemble de la Grande Région.

Elle parle aussi de la **xénophilie** et du fait que les frontaliers soient considérés dans leur lieu de résidence comme une population impliquée dans un effort local. Autre bonne raison de mettre en place une compensation fiscale, l'**Europe**, mais aussi la formation de **main d'oeuvre** ou la diminution de la **rupture sociale** entre travailleurs frontaliers et pauvres. Elle prend aussi l'exemple de la **Belgique**, qui pratique déjà une compensation fiscale avec le Luxembourg, grâce au fonds "Juncker-Reynders" de 30 millions d'euros qui est proportionnellement redistribué aux communes qui accueillent des frontaliers.

### De la coopération plutôt que de la compensation

Pour Vincent Hein en revanche, la compensation fiscale n'est pas une solution. Il considère qu'il serait plus approprié de mettre en place une stratégie différente en matière de coopération transfrontalière. Il précise ainsi que **les travailleurs frontaliers génèrent aussi des recettes fiscales** dans leur commune, via les taxes locales (habitation, foncière) ou encore via les dotations de l'État qui prend en compte la démographie. Ils représentent également **d'importantes rentrées de revenus dans leur pays**, puisqu'ils dépensent leur salaire dans des commerces, services à la personne, immobilier, santé, etc. Sans oublier les transferts sociaux (pensions, remboursement médical, congé parental, prestations familiales, etc.) ou encore les bourses d'études versés par le Luxembourg.

Enfin, le travail frontalier a aussi permis de **redonner une attractivité à des territoires désindustrialisés** proches de la frontière, permettant un dynamisme démographique et offrant des débouchés à de jeunes actifs. Pour le Luxembourg, l'accueil des frontaliers n'est d'ailleurs pas sans risque, puisque le pays se rend dépendant d'une population active extérieure.

AEP DEBATE Falta de competitividade da Europa face aos Estados Unidos

# Portugal e Grécia têm mais horas mas produzem abaixo da mé

“A União Europeia é crescentemente não competitiva face aos EUA” – afirmou Jorge Vasconcellos e Sá. O professor de gestão e discípulo de Peter Drucker interveio na conferência sobre a não competitividade da União Europeia que decorreu há dias na AEP.

“Hoje o PIB per capita dos EUA é 36% superior ao da UE-15. E a diferença tem vindo a aumentar desde a década de 80” – referiu Jorge Vasconcellos e Sá.

De acordo com os dados apresentados, os EUA têm uma produtividade por hora 15% superior à UE-15 e cada pessoa trabalha mais 10% de horas, pelo que a produtividade por pessoa é 25% superior à europeia. Por outro lado, a taxa de desemprego nos EUA é também menor que na UE-15 (4,9% contra 9,1%). As diferenças na demografia, na atitude, instrução e liberdade económica são as causas diretas da perda de competitividade da União Europeia. O professor e ex-discípulo de Peter Drucker referiu que a população tem uma idade média inferior nos Estados Unidos. A maioria dos americanos afirma que o seu sucesso depende de si, enquanto na Europa a maioria das pessoas considera que depende de forças fora do seu controlo. O número de americanos li-



Luís Valente Oliveira moderou o debate sobre as diferenças de competitividade entre a Europa e os Estados Unidos.

ciados é superior nos Estados Unidos (45%, contra 32% na União Europeia).

Jorge Vasconcellos e Sá sublinhou as diferenças ao nível da liberdade económica, com maior concorrência entre empresas e menos oligopólios e posições dominantes no mercado norte-americano do que nos países da União Europeia. Citando Edmund Burke, afirmou que um concorrente é um ajudante.

## Baixa produtividade reduz alternativas

Na opinião de Jorge Vasconcellos e Sá, a baixa competitividade prejudica as pessoas de forma direta. “Quando a produtividade é alta, as pessoas têm a alternativa entre enriquecer e lazer. Quando é baixa, estão condenadas a trabalhar muito e apenas para sobreviver” – explicou.

Portugal, juntamente com a Grécia, é o país onde se trabalha mais horas na

## Carga fiscal é bastante mais elevada na Europa

UE-15, contudo os níveis de vida são (em ambos) os mais baixos e anualmente emigram mais de 100 mil portugueses.

A competitividade tem incidência na ajuda aos países pobres. Jorge Vasconcellos e Sá recordou que 30% da população mundial vive com menos de dois dólares por dia. Os Estados Unidos contribuem com 32 mil milhões de dólares para combater a pobreza no mundo, enquanto a Europa contribui apenas com 9 mil milhões de dólares. “Há virtudes que só os ricos podem ter” – afirmou.

## Inovação obriga a mudar para melhor

A força económica da inovação obriga as empresas, os investidores, os trabalhadores e os governantes a mudar para melhor – afirmou Bjorn Weigel. Durante a sua intervenção na conferência organizada pela AEP, o autor do livro “The innovation illusion” alertou para os inconvenientes que representa um menor espaço para a concorrência e inovação.



Mauriel Bouchet: “As políticas de austeridade não explicam a perda de competitividade da União Europeia face aos Estados Unidos.”

## Fatores que vão determinar a competitividade

Para Mariékl Buchet, há um conjunto de fatores que vão ser determinantes:

- Política mais coerente de emigração, para atrair e reter os talentos;
- Mobilidade interna dos cidadãos europeus;
- Despesa pública bem orientada;
- Mercados de trabalho;
- Facilidade de acesso a financiamento por parte das PME;
- Inovação e maior cooperação entre a investigação nas Universidades e as empresas;
- Empreendedorismo na Europa;
- Regulamentação dos mercados;
- Energia;
- Modernização da governança económica.



Para Fredrik Erixon, a recuperação da competitividade depende das reformas macro-económicas.



©2018, Fondation IDEA a.s.b.l.

Crédit photo © Pierre Guersing – Chambre de Commerce

[www.fondation-idea.lu](http://www.fondation-idea.lu) | [info@fondation-idea.lu](mailto:info@fondation-idea.lu)

 <https://twitter.com/FondationIDEA>

 <https://www.facebook.com/FondationIDEA/>

 <https://www.linkedin.com/in/fondation-idea-26436793/>